

**QUIMPER BRETAGNE
OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Séance du 3 décembre 2020
Rapporteur :
Monsieur Dominique LE ROUX

N° 6

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :
- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois,
à compter du : 14/12/2020
- la transmission au contrôle de légalité le : 11/12/2020
(accusé de réception du 11/12/2020)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

Ouverture des 1/4 de crédits en investissement avant vote du budget 2021

Dans l'attente du vote du budget et afin de permettre la continuité du service public, il est proposé d'autoriser l'exécutif à pouvoir engager, liquider et mandater les crédits d'investissement dans la limite d'un quart des crédits de l'exercice précédent.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'article L 1612-1 du CGCT prévoit que l'exécutif d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale ou de l'EPCI peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés, d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans les limites suivantes représentant un quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Budget principal

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	2 071 717	517 929
204	5 233 705	1 308 426
21	3 202 919	800 729
23	4 636 630	1 159 157
27	233 710	58 427
	15 378 681	3 844 668

Assainissement collectif affermé

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	50 000	12 500
21	70 000	17 500
23	4 649 447	1 162 362
	4 769 447	1 192 362

SPANC

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	30 000	7 500
21	44 451	11 112
	74 451	18 612

Transports urbains

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	33 463	8 365
21	1 032 393	258 098
23	655 204	163 801
	1 721 060	430 264

Eau potable affermé

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	60 000	15 000
23	3 014 488	753 622
	3 074 488	768 622

loc. bat. Éco.

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	10 000	2 500
21	9 000	2 250
23	200 000	50 000
	219 000	54 750

Eau potable régie

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	3 000	750
23	665 758	166 439
	668 758	167 189

Assainissement régie

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
20	27 580	6 895
21	601 614	150 404
	629 194	157 298

Valorisation énergies renouvelables

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
23	57 127	14 281
	57 127	14 281

Restauration collective

chapitre comptable	crédits ouverts 2020	quart de crédit 2021
23	4 509 500	1 127 375
	4 509 500	1 127 375